

● (1425)

En ce qui concerne la nature du groupe d'enquête spécial, il est vrai que, généralement, ce genre d'enquête est effectué par des fonctionnaires du bureau de l'inspecteur général, qui est une division du service correctionnel du Canada, mais nous avons en l'occurrence demandé qu'un fonctionnaire supérieur du service correctionnel provincial participe à l'enquête et nous apporte son concours. Le député a donc obtenu gain de cause avant même de réclamer la présence d'une personne de l'extérieur. Il y aura quelqu'un qui connaît bien le régime pénitentiaire.

* * *

L'INDUSTRIE

CAP BRETON, N.-É.—LA DATE DE L'ANNONCE DU PLAN DE
RELANCE DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je veux poser une question au ministre des Finances. La semaine dernière, le ministre a dit qu'il ignorait si le groupe d'étude sur l'avenir de Sysco avait présenté son rapport au gouvernement. Sait-il maintenant que non seulement le groupe a présenté son rapport mais qu'il l'a fait il y a un mois? Dans les circonstances, le ministre est-il disposé à annoncer tout de suite le programme détaillé du gouvernement visant à relancer l'industrie sidérurgique dans l'île du Cap Breton pour tenir la promesse que le premier ministre a faite il y a près d'un an?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je me suis entretenu ce matin même avec des travailleurs de l'industrie sidérurgique. En vue de cette réunion, j'avais demandé, vendredi dernier, où en étaient les travaux du groupe d'étude et l'on m'avait informé que le rapport serait prêt dans quelques jours. Si le rapport a déjà été présenté, j'en conclus donc que mes renseignements étaient inexacts.

M. Broadbent: Il n'est pas tout à fait inhabituel pour le ministre d'avoir des renseignements inexacts. Je lui dirai que le ministre de l'Expansion économique régionale a effectivement reçu le rapport le 14 septembre, de sorte qu'il l'a depuis un certain temps. A ce propos, j'aimerais lui poser une question. J'espère qu'au moment de préparer la réunion de ce matin, le ministre a également appris que la demande de coke croît sur les marchés mondiaux. Si le Canada veut en tirer parti pour augmenter ses exportations, il importe que nous gagnions nos concurrents américains de vitesse en modernisant les installations sidérurgiques de la Sysco. Le gouvernement estime-t-il urgent de moderniser ces installations, et le ministre est-il prêt à annoncer d'ici quelques jours ses projets détaillés de modernisation de la Sysco?

M. MacEachen: Madame le Président, le gouvernement a toujours estimé et estime toujours urgent de tirer parti des possibilités d'exporter du coke. Sauf erreur, le ministère de l'Expansion économique régionale a ouvert il y a quelques semaines un bureau à Halifax dans l'intention expresse d'encourager les investisseurs du continent et de l'étranger à implanter une cokerie dans la région du Cap Breton, car on estime qu'une usine de ce genre serait rentable. C'est dire, par

Questions orales

conséquent, que le gouvernement a déjà pris des mesures concrètes à ce sujet bien avant que le député en ait entendu parler.

M. Broadbent: Madame le Président, le ministre dit qu'il est au courant et qu'il s'empresse d'agir. Or, il vient de nous démontrer tantôt qu'il ignorait l'existence d'un rapport remis à son gouvernement il y a plus d'un mois. Voilà le genre d'empressement qu'il a. Le bureau dont il a annoncé l'ouverture à Halifax ne créera pas d'emplois là où on en a le plus besoin à l'heure actuelle, soit dans la région du Cap Breton.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Au cours des dernières semaines, la Sysco a mis à pied plus de 600 travailleurs. Puisque nous pourrions vendre du coke en modernisant maintenant les installations, d'autant plus que le voisin de gauche du ministre a promis au cours des deux dernières élections que s'il était élu, les installations seraient modernisées en moins d'un an, quand le gouvernement va-t-il donc remuer le derrière pour tenir les promesses électorales qu'il a faites aux gens du Cap Breton?

● (1430)

M. MacEachen: Madame le Président, je ne vais pas me disputer avec le député au sujet de la date de réception du rapport. Je mets très sérieusement en doute l'exactitude des renseignements qu'il possède, mais nous pourrions en vérifier l'exactitude plus tard. Ce que je savais vendredi, c'était que les conclusions du groupe d'étude, c'est-à-dire le rapport, ne nous seraient pas connues avant quelques jours et feraient par la suite l'objet d'un examen. C'est un fait. Tant mieux si le rapport a déjà déposé.

Quant à l'homme siégeant à ma gauche, je tiens à rappeler au député que lorsque le premier ministre s'est rendu à Sydney pour y examiner les problèmes de l'usine de la Sydney Steel, il a réitéré un engagement que le gouvernement du Canada avait déjà pris auprès du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, à savoir celui d'octroyer 50 millions de dollars pour la modernisation de l'usine. Cet engagement tient toujours, et nous attendons qu'on nous soumette un plan ou un programme qui nous assure que ces fonds, plus éventuellement des subventions du gouvernement provincial, assureront l'avenir et la rentabilité de l'usine de la Sydney Steel. Je ne suis pas prêt pour ma part à préconiser des investissements à moins d'avoir cette assurance.

* * *

LA PEINE DE MORT

ON DEMANDE UN VOTE À LA CHAMBRE

M. Bill Domm (Peterborough): Madame le Président, à la suite des nouvelles récentes concernant le pénitencier de Dorchester et faisant état de la démission de gardiens de prison, d'état de crise, de prises d'otages et de pertes de vie, j'aimerais adresser ma question au solliciteur général. A la suite des événements survenus récemment au pénitencier de Dorchester, le ministre va-t-il prendre en considération la mesure que le gouvernement conservateur précédent envisageait, à savoir la mise en œuvre de . . .